

ÉVÉNEMENT

Des mesures de la Convention citoyenne, il ne restera bientôt «qu'un tas de cendres»

Recueilli par ELÉONORE DISDERO

Grégoire Fraty et William Aucant, deux anciens membres du groupe de travail, ont décidé d'exercer auprès de «Libé» leur droit d'alerte, accordé par Emmanuel Macron en 2020 si les ambitions climatiques venaient à flancher.

Que reste-t-il des 149 mesures préconisées en 2020 par la Convention citoyenne pour le climat ? Un sentiment de gâchis et de temps perdu particulièrement vif alors que la France, assommée en cette fin mai par un dôme de chaleur, traîne à s'adapter à la hausse des températures. Sans compter que des propositions phares issues de ce conclave citoyen qui portait la voix des Françaises et Français, ont été détricotées par la classe politique ces derniers mois, comme les zones à faibles émissions (ZFE) et le zéro artificialisation nette (ZAN).

Sauvées in extremis le 21 mai par le Conseil constitutionnel, au motif que leur suppression constituait un «cavalier législatif» (sans lien direct avec le texte de loi initial), ces deux dispositions restent en danger, la droite et l'extrême droite ayant promis de les annuler. Le gouvernement, de son côté, a annoncé fin avril avoir déposé un projet de loi pour revenir sur l'interdiction de louer des passoires thermiques, une mesure pourtant cruciale de l'ère Macron et instaurée par la loi «climat et résilience», héritage législatif de la Convention. Six ans après ce moment démocratique inédit qui visait une baisse d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre du pays d'ici à 2030, deux de ses membres tirent la sonnette d'alarme. «Vous aurez, vis-à-vis du gouvernement et de moi-même un droit d'alerte, celui de dire, sans explication, “sur ce point, l'ambition que nous avons portée et la cohérence de notre projet est trahie”», leur avait promis Emmanuel Macron en 2020. Ils ne veulent pas l'oublier.

Sur le papier, tout sépare Grégoire Fraty, «éternel» centriste, défenseur du compromis, élu de sa commune de 2 000 habitants près de Caen, et William Aucant, encarté LFI, conseiller municipal à Nantes qui veut refaire les institutions «de la cave au grenier». Pourtant, les deux hommes ont noué une solide amitié au sein de la Convention, lors de laquelle ils ont pris une «grande claque climatique». Tous deux s'accordent sur un constat : les renoncements en matière de climat et de biodiversité mettent en péril les Françaises et Français.

La France traverse un épisode de chaleur inédit pour un mois de mai, est-elle prête à l'affronter ?

Grégoire Fraty : Le constat est celui d'une impréparation globale. La crise climatique est là, et il faut y faire face. C'est pourquoi nous alertons depuis des années. Au-delà de l'atténuation du changement climatique, nos propositions concernaient l'adaptation, notamment avec la rénovation des bâtiments pour affronter ce genre de moment. Des centaines de milliers de

personnes vivent encore dans des bouilloires thermiques et souffrent de la chaleur. Le cas des écoles est aussi très révélateur et les enfants sont en première ligne des températures extrêmes. Certaines collectivités ont commencé les rénovations, mais pas assez vite. L'anticipation doit devenir la règle.

William Aucant : Lundi à Nantes, nous avons battu un record de chaleur avec 35,7 °C. Désormais, la fin mai ressemble à juillet. Cet épisode caniculaire nous rappelle l'urgence absolue. On ne parle de climat que lors des pics de chaleur, alors que cela devrait être un travail de fond. La France, au moment de la Convention, aurait pu être pionnière sur le sujet. Mais au lieu d'agir, nous retournons en arrière.

Les critiques montent, à gauche et au Rassemblement national, face à l'inaction gouvernementale. G.

F. : Le débat politique est marqué par la polémique plutôt que par la proposition concrète. L'extrême droite appelle à climatiser, ce qui revient à polluer davantage et à augmenter les factures d'électricité. A l'inverse, une certaine gauche se perd dans la recherche de responsabilité. Brasser du vent, c'est comme mettre un ventilateur pendant la canicule : cela fait du bien sur le moment, mais à la fin, il fait toujours aussi chaud. Dire que rien n'a été fait est faux : des écoles, des logements sociaux et des Ehpad ont été rénovés ou équipés, même si ce n'est pas suffisant.

W.

A. : Le gouvernement actuel ne peut pas se cacher derrière un prétendu bilan climatique alors qu'il détricote les avancées permises par la Convention. Il est le seul responsable de notre impréparation, qui nous mène droit dans le mur. La France a déjà été condamnée deux fois pour inaction climatique. Deux de vos mesures phares, les ZFE et le ZAN, viennent d'être sauvées par le

Conseil constitutionnel mais restent en danger car elles sont la cible de la droite et de l'extrême droite. Dans ce dossier, le camp macroniste s'est divisé, votant en partie pour leur enterrement. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

G.

F. : Utiliser les arcanes institutionnels [miser sur une censure du Conseil constitutionnel, ndlr] brouille le message démocratique. Le citoyen ne peut pas comprendre ces calculs politiques. L'ambition environnementale ne doit pas être un facteur de compromis ou un fusible pour des accords politiques.

W.

A. : Ce procédé relève d'un cynisme qui abîme la confiance des citoyens. Tenter de détricoter l'écologie discrètement, sans débat de société, est scandaleux. Cela prouve que notre démocratie est fatiguée.

Comprenez-vous l'hostilité qui entoure les ZFE, le ZAN et l'interdiction de louer des passoires thermiques ?

G.

F. : Sur les ZFE, le calendrier a été déconnecté de l'accompagnement nécessaire. Nous proposons un «leasing social» pour permettre l'achat de véhicules propres à 100 euros par mois pour 500 000 ménages et le développement du vélo et des transports en commun. L'interdiction de circuler pour les voitures les plus polluantes est arrivée avant les aides et les alternatives, créant une injustice sociale. Le ZAN a été accepté par les élus locaux, dont certains ont déjà modifié leurs documents d'urbanisme à grands frais. Revenir en arrière serait un non-sens politique et un gaspillage d'argent public.

W.

A. : La division par deux du rythme d'artificialisation des sols était une mesure validée à 96 % par les membres de la Convention. Pour la rénovation thermique, nous visions 700 000 logements par an, ce qui était, certes, très ambitieux. Mais revenir sur l'interdiction de louer des passoires thermiques, c'est remettre des logements insalubres sur le marché et presque de la mise en danger délibérée. Quant aux budgets de MaPrimeRénov' qui fluctuent sans cesse, ils sont devenus incompréhensibles et des particuliers abandonnent leur projet de rénovation.

Comment réagissez-vous face à ces retards en matière d'adaptation à la chaleur et à ces reculs environnementaux ?

G.

F. : Je suis terriblement triste. Je croyais que nous avions enclenché un mouvement de société inarrêtable. A l'issue de la Convention, nous avons conclu un compromis avec la classe politique, acceptant que certaines de nos mesures soient édulcorées, pourvu qu'elles servent d'amorce. On est venu nous chercher dans notre quotidien, nous, citoyens, pour consacrer neuf mois de nos vies à ce pacte démocratique. Nos propositions étaient musclées, mais il n'en est resté que le squelette après leur passage au Parlement. Aujourd'hui, nous ne sommes pas loin d'un tas de cendres.

W.

A. : Pour ma part, je suis très fier du travail accompli, mais dès la fin de la Convention, j'ai ressenti une grande déception. Celle-ci a nourri beaucoup de colère et un sentiment de sabotage. A la fin de nos travaux, nous avons noté l'action du gouvernement 3,3 /10. C'est désormais un zéro pointé. On estime que seulement 10 % de nos mesures ont été appliquées «sans filtre», le reste ayant été enterré sous le tapis rouge de l'Elysée. En 2020, la société était prête à agir, le pouvoir non. L'action climatique a totalement disparu du second mandat d'Emmanuel Macron, alors que nous sommes déjà au milieu de la décennie qui devrait être celle de l'action.

Le Président avait pourtant promis que ce deuxième quinquennat «serait écologique ou ne serait pas»... G.

F. : Je fais partie de ceux qui ont cru à l'histoire de Marseille [où Emmanuel Macron a prononcé ces mots, pendant l'entre-deux tours de l'élection présidentielle, en 2022]. Nos mesures traitaient de sujets absents des programmes présidentiels en 2017. Notre plus-value était de donner une boussole d'acceptation sociale, parce que nous étions représentatifs de

l'avis des Français. Nous nous sommes mis d'accord sur ces propositions parce qu'elles étaient justes socialement, ambitieuses écologiquement et économiquement acceptables.

W.

A. : Je crois surtout au pouvoir citoyen. On ne peut pas changer la société sans changer de modèle démocratique. C'est ce qu'a apporté la Convention : à la fois une sensibilisation sur le climat mais aussi sur le processus démocratique.

Comment mettre en place vos propositions sans braquer la population ?

W.

A. : C'est là que nos avis divergent légèrement. Pour moi, il faut arrêter de demander des petits gestes aux citoyens alors que 50 % des émissions de gaz à effet de serre sont le fait des grands groupes et des plus riches. Nous défendons l'écoconditionnalité des aides publiques : on ne donne plus d'argent aux entreprises sans contreparties sociales et environnementales strictes. Aujourd'hui, l'Etat ponctionne 7 milliards d'euros aux collectivités locales, ce qui grippe l'action climatique territoriale. C'est pour cela que je préfère parler de bifurcation plutôt que de transition : on ne peut plus se contenter de petits gestes.

G.

F. : Je crois plus à la responsabilité individuelle accompagnée. Les gens changeront s'ils y voient un gain pour leur santé, leur confort ou leurs finances, pas forcément pour «sauver la planète» puisque certains ont déjà du mal à finir le mois. La transition –moi, j'utilise ce terme– doit être une écologie du quotidien. Je réfute que l'écologie soit uniquement de gauche, c'est-à-dire parfois trop doctrinale. Mais je rejoins William sur un point : l'argent versé après le Covid a été donné sans indicateurs ni contreparties, c'est une erreur historique.

Ne pensez-vous pas avoir été instrumentalisés par l'exécutif, qui a fait de la Convention un coup de communication ?

G.

F : Personne n'a dicté nos propositions. Avant de commencer, j'ai eu peur qu'on fasse un joli rapport qui serait balancé dans une jolie poubelle. Ça n'a pas été le cas, on continue de parler de nos mesures six ans après. Cela montre qu'on a tapé fort et juste. Cependant, le contrat démocratique a été rompu. Le Président nous a donné un «droit d'alerte» lorsqu'on lui a remis nos propositions dans les jardins de l'Élysée. C'est celui-ci que nous tenons à exercer aujourd'hui, en lui rappelant que c'est son propre bilan environnemental qui risque d'être réduit à néant.

W.

A: Emmanuel Macron a une dette envers nous, car il a bafoué son serment de transmettre au Parlement nos mesures «sans filtre». Nous étions 150 citoyens tirés au sort, représentatifs d'une «mini France», des anarchistes aux monarchistes, de gauche, de droite, et nous avons réussi à bâtir un consensus à 98 % sur des mesures radicales. Si la classe politique était capable de cette intelligence collective sur le climat, nous n'en serions pas là. La Convention

n'a pas été un gadget démocratique. Elle reste une victoire populaire car elle a montré la capacité de la société civile à s'emparer d'un sujet et de faire un travail sérieux.